

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

Fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

1€

Mai
Juin 2011 - N°33

L'INVITÉ DU DR
Paul
Delmotte
LES GUERRES
D'AUJOURD'HUI

SOCIAL

Révoltes
et révoltés

ÉCOLOGIE

Les leçons de
Fukushima

L'offensive de
l'agro-business

ENSEIGNEMENT
Compétences et
compétitions



L'édito

Après l'Amérique latine où, depuis quelques années, des gouvernements progressistes ont transformé le pré carré géopolitique des USA et de l'ultralibéralisme en un laboratoire de politiques alternatives plutôt favorables aux peuples, le printemps arabe a soufflé un vent de liberté boutant quelques dictateurs et en déstabilisant d'autres.

Le monde n'est plus tout à fait comme avant, mais les tenants de l'orthodoxie capitaliste ont la dent dure et les relents du néocolonialisme sont loin d'être dissipés. Après l'Irak et l'Afghanistan, l'Occident « civilisateur », s'illustre à présent en Lybie et en Côte-d'Ivoire sous le prétexte fallacieux de défendre les populations civiles et d'instaurer la démocratie. Or, il est patent que les objectifs économiques et géopolitiques de ces interventions militaires priment sur les intentions humanitaires invoquées afin d'amadouer l'opinion. Il apparaît que le conflit qui s'est ouvert en Lybie – car c'est bien d'un conflit qu'il s'agit aujourd'hui- s'enlisera inexorablement et que la France risque également de s'embourber dans la guerre civile qui déchire la Côte d'Ivoire.

Le monde n'est plus tout à fait comme avant car il n'aura échappé à personne

que l'administration d'Obama à la différence de celle de Bush, feint de renoncer à jouer seule le gendarme du monde et entend que ses alliés de l'OTAN se mouillent bien davantage. Ce qui a le don d'enthousiasmer le nouveau va-t-en-guerre de l'Elysée, Sarkozy, avide de redorer son blason terni par sa politique sociale calamiteuse. L'OTAN, ex-rempart antisoviétique débarrassée de son ennemi originel, s'est reconvertie en bras armé offensif de l'Occident s'autorisant à intervenir hors de l'Europe. Est-ce là un signe de la négation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ?

Dans ce monde en ébullition, reconnaissons à la Belgique une incroyable capacité à l'inertie politique. Bientôt un an sans gouvernement fédéral et aucune perspective positive pour sortir de la crise institutionnelle ne se dessine à cours ni moyen terme. Pire l'hypothèse de retourner aux élections n'est toujours pas à écarter. Qu'à cela ne tienne, le gouvernement ff prend toutes les décisions inhérentes à un gouvernement normal, y compris celle d'engager le pays dans un conflit armé (Lybie). Qu'à cela ne tienne aussi, l'austérité (on trouvera bien les mots pour faire avaler les couleuvres) se prépare en coulisse et, comme à son habitude, la Belgique ne sera pas la

dernière de la classe pour répondre aux injonctions de l'Union européenne.

Une Union européenne qui se permet de faire la leçon au monde alors qu'elle peine (mais, dirigée comme elle l'est, le veut-elle vraiment ?) à faire face aux diktats des banques et des multinationales ; qu'elle menace de sanctions les mauvais élèves ou les gouvernements qui ne s'inscriraient pas dans le moule ultra libéral qu'elle impose. C'est bien là le comble de l'arrogance occidentale à laquelle nous nous refusons de souscrire.

Et de continuer à nous battre, avec les forces progressistes chez nous, nos camarades du Parti de la Gauche européenne et toutes celles et ceux qui agissent pour une Europe des peuples, de la paix et de la solidarité !

Jean-Pierre Michiels
Membre du Bureau politique

Paul DELMOTTE

«Comprendre les révoltes en cours...»

Gantois de naissance, Paul Delmotte est un spécialiste reconnu des problèmes du monde arabe. Professeur de politique internationale à l'Institut des Hautes Études des Communications Sociales (IHECS), ses travaux ont paru dans des publications diverses, dont le Monde Diplomatique. Notre journal est heureux de l'accueillir à nouveau.

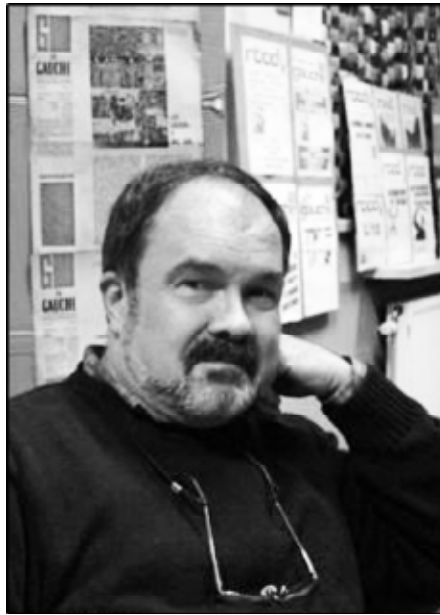


Photo: Manuel Abramowicz

Le Drapeau Rouge.- «Une étincelle peut allumer toute la prairie», disait Léoline. Croyez-vous que nous sommes confrontés à un phénomène spontané ou, comme le soupçonnent certains, sommes-nous en face d'un gigantesque plan bien préparé par les services occidentaux, cherchant une sorte d'aggiornamento de ses pions dans l'échiquier du Moyen-Orient ?

Paul Delmotte.- Oui, elle peut allumer toute la prairie, mais ne le fait pas forcément et, selon les cas, on ne peut pas prévoir jusqu'à quelle profondeur le feu consumera les racines... Pour ce qui est de la «spontanéité de l'incendie», l'on a vu à la RTBF et lu dans le Nouvel Obs¹ que des ONG, financées par des «fondations» connues et dont la spécialité est de préparer des «révolutions colorées», sont bien actives dans le monde arabe. En Égypte, il semble y avoir des signes évidents de leur modus operandi. En Tunisie, qui sait? Mais, en ce qui concerne la Libye, tout d'abord, ce qui s'est passé ne cadre pas du tout avec ce modus operandi: primo, il n'y a pas eu d'élection contestée; secundo, dans un régime aussi «fliqué», je vois difficilement comment ces paladins de la démocratie libérale globale auraient pu faire quelque chose. Enfin, il y a le recours aux armes, il est

vrai après une répression féroce de manifestants pacifiques...

Certains remettent en cause ces «massacres»...

Il est toujours «de bonne guerre» de salir au maximum l'adversaire. Et j'admets la possibilité que les chiffres avancés – l'on parle de quelques milliers de tués – soient gonflés. Il reste qu'au sixième jour de la répression, l'on parlait – à Benghazi mais aussi à Tripoli – d'au minimum 300 morts et Saïf al-Islam, le fils de KADHAFI lui-même, parlait déjà de 84 morts dès le 20 février. L'on a qualifié de «massacre» des tueries de moindre ampleur...

Donc, ne tombons pas dans une interprétation conspirationniste du Printemps arabe, sans pour autant rejeter a priori les «complots». Et ne donnons pas plus de capacités de nuire ou de dons d'extra-lucidité qu'ils n'en ont aux dirigeants occidentaux, qui, à mon avis, ont surtout été surpris, comme nous tous, par les événements. Par ailleurs, une telle vision conspirationniste a pour effet d'occulter la «spontanéité des masses», incontestable dans ce Printemps arabe. Enfin, il est loin d'être sûr, aussi, que ce Printemps arabe se fasse au bénéfice de l'Occident.

La foire d'empoigne actuelle qui a lieu en coulisses au sein de la dite «communauté internationale», porte surtout sur la question de savoir comment «récupérer» ou empêcher ces soulèvements d'aller «trop loin»... C'est pourquoi, j'ai peur, aujourd'hui, que la focalisation sur la Libye n'occulte les tentatives de «reprise en mains» qui se tentent en Égypte, voire en Tunisie.

Pour revenir à votre première question, certains verront, certes, dans la récente déclaration du général Wesley Clark, une «preuve» d'un «gigantesque plan bien préparé» comme vous l'évoquez. Mais que nous dit ce général? Que Bush junior avait l'intention – voici dix ans déjà – d'envahir l'Irak, la Syrie, la Libye, le Soudan, la Somalie... et que des plans existaient pour ça. Or, tout état-major qui se respecte doit disposer à l'avance de plans permettant une action contre des pays «récalcitrants», ce qui est/était le cas pour chacun d'entre eux. Je vous rappelle qu'il y a 10 ans, en 2001, la Libye et Kadhafi n'étaient pas encore revenus en odeur de sainteté auprès des EU. Certes, il y avait l'utopie des néo-cons de mettre en place, y compris manu militari, un «Grand Moyen-Orient démocratique» – je précise «de marché»... , mais le fait que ces plans étaient dans les cartons ne cautionne aucunement à mon avis une vision conspirationniste.

Le DR.- Les bouleversements actuels ne configurent-ils pas un contexte qui pourrait faciliter un scénario, ne fut-ce que de psychologie politique, tendant à favoriser une opération militaire en Iran? Que dites-vous de cette hypothèse ?

P.D.- Permettez-moi de penser que le fait que ces soulèvements soient spontanés ou pas importe bel et bien. Quant à savoir si ces insurrections pouvaient avoir pour effet de faciliter une attaque contre l'Iran, tous les observateurs sont d'avis qu'Obama a hésité à s'engager en Libye – il

vient d'ailleurs de retirer ses avions des opérations – parce qu'il ne souhaitait pas une nouvelle «aventure» alors que les États-Unis restent enfermés en Irak et en Afghanistan, et qu'il a préféré visiblement laisser faire le gros boulot à ses caniches britanniques et au gang Sarko, en chute de popularité alors que des élections se pointent. Je crois encore une fois que les plans d'une attaque en règle de l'Iran figurent bel et bien dans les petits papiers du Pentagone, mais que cela ne signifie pas qu'une telle attaque soit en tête de l'ordre du jour. Plus encore: il a quelques jours, Alain Gresh du Monde diplomatique disait à Bruxelles qu'une attaque contre l'Iran risquerait fort de susciter un tollé dans l'opinion arabe, e. a. égyptienne. Ce n'est vraiment pas de ça que les Américains ont besoin en ce moment...

Le DR.- Croyez vous que l'Occident cherche le morcellement de la Lybie pour mieux la contrôler? Qu'est ce qui explique cette hargne soudaine pour se défaire du leader libyen, sous peine de courir le risque d'un regain de force des islamistes du pays et la rupture de la «digue» anti-immigration pour «protéger» l'Europe?

Pour ce qui est de la Libye, je partage en bonne partie l'analyse de Gilbert Achcar quant aux motivations de l'offensive occidentale du 19 mars. Comme je viens de le dire à propos des «révélation» du général Clark, ce sont surtout des facteurs conjoncturels qui expliquent l'actuelle intervention. Quel intérêt y aurait-il d'ailleurs pour les Occidentaux à renverser un Kadhafi qui, depuis la fin des années '80, a de toute évidence renoncé à ses idéaux nassériens de 1969 pour se replier sur les avantages que lui et son entourage pouvaient retirer de la donne actuelle. Les Occidentaux se sont alors félicités de l'«amende honorable» du «Guide» libyen et des bénéfices et affaires juteuses qu'ils pouvaient en tirer, et sont tous accourus à Tripoli – quand ils ne l'invitaient pas chez eux, comme Sarko ou Berlusconi... Plus, ils ont promu le «Guide», qui dès les lendemains du 11-Septembre avait collaboré avec les services américains contre le «terrorisme international», à

deux fonctions majeures. Primo, comme vous le dites, en tant que garde-barrière en chef contre l'immigration intempestive vers l'Europe des déshérités d'Afrique centrale; et, secundo, en tant que l'un des garde-fous régionaux contre Al-Qaïda au Maghreb islamique, l'AQMI. C'est donc, à mon avis, une énorme stupidité que de considérer le Kadhafi d'aujourd'hui comme un leader anti-impérialiste!

Quels sont, selon vous, les facteurs qui ont mené à la situation actuelle?

D'abord, la répression déjà évoquée, nettement plus dure que celles menées en Tunisie et en Égypte. Sa couverture par des médias en quête du moindre «effet boule de neige» dans la région, a suscité une émotion considérable dans l'opinion. Et celle-ci a atteint son comble au moment où la contre-offensive kadhafiste en direction de Benghazi et des menaces préférées par le régime contre la population de cette ville, capitale d'une Cyrénaïque perçue comme la rivale de toujours de Tripoli et déjà à l'origine d'un soulèvement et d'actes de répression féroces dans la seconde moitié des années 1990.

Face à cela, donc, comme le dit Achcar, les Occidentaux se sont retrouvés devant un dilemme qui continue de se poser... d'où les combats à couteaux tirés, à peine discrets, au sein de la «communauté internationale». Ne pas intervenir pour sauver les habitants de Benghazi, c'était faire hurler leur opinion et raviver les critiques de «soutien aux dictatures» qu'ils venaient de subir. C'était aussi se priver de tout argument de justification pour une future intervention pseudo-humanitaire, et aussi donner le «feu vert» pour une répression plus dure encore de la part des Bachar Al-Assad, Ali Abdallah Saleh et autres amateurs de la «poigne de fer». Voire même à un maréchal Tantaoui en Égypte si celui-ci était tenté par une contre-révolution... Last but not least, c'était se voir forcés, face à leur opinion et en cas de massacre à Benghazi, à imposer un embargo sur le pétrole libyen dont il ne pouvait être question en ces temps de crise. L'élément «pétrole» est donc bien présent dans cette crise,

mais comme le souligne encore Achcar, au niveau des prix et du marché, pas à celui du contrôle des sources, puisque ce contrôle était déjà garanti par Kadhafi lui-même! Une petite remarque ici: il se peut que les Français, les moins bien lotis dans l'octroi des concessions pétrolières libyennes, se soient senti des ailes à l'idée qu'un nouveau gouvernement le modifie en leur faveur. D'ailleurs, cette «hargne soudaine» que vous remarquez à juste titre, me paraît avant tout française. Sans doute de vieux ressentiments ont-ils dû ressortir: souvenirs des aventures libyennes au Tchad, échec de la vente des Rafale, «couacs» de la visite de Kadhafi à Paris... et, comme je l'ai dit, cette hargne s'avérait particulièrement fonctionnelle pour l'Élysée.

Intervenir, par contre, c'était – et c'est toujours risquer l'enlisement et la partition du pays. Mais cela a dû apparaître comme un moindre mal qu'un embargo. Il valait mieux conserver l'accès au pétrole de l'Est libyen que rien du tout! Ceci dit, il est clair que les ambiguïtés délibérées de la résolution 1973 ont déjà permis que l'on sorte du cadre de l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne. L'on est déjà dans la stratégie du «changement de régime». Entre «protecteurs unifiés», l'on se chamaille surtout à propos de la question d'un éventuel envoi de troupes au sol, de savoir jusqu'à quel point on acceptera une solution négociée, si pas avec Kadhafi lui-même avec l'un ou l'autre de ses fistons; de savoir dans quelle mesure l'on peut faire confiance au Comité national de transition des insurgés.

Ici intervient la question que vous soulevez d'un «regain des forces islamistes» libyennes. Celles-ci existent, pourquoi la Libye ferait-elle exception? Je vous rappelle que ce sont elles qui ont mené une guérilla contre le régime dans le Djebel Akhdar (au sud de Benghazi) entre 1995 et 1998 et payé un lourd tribut aux tortionnaires de Kadhafi. Ceci dit, primo, doit-on assimiler les islamistes libyens à l'AQMI qui dispose effectivement de bases au Sahel et pourrait bénéficier d'un effondrement du régime de Tripoli? Et, secundo, j'ai lu récemment un article fort intéres-

sant dans la très «bien pensante» revue *Diplomatie*, qui montre combien l'AQMI «a bon dos» dans cette région que se disputent des milices en tout genre: celle des trafiquants de toutes sortes, celle formées par les barbouzes des pays voisins du Maghreb et des puissances extérieures à la région, toutes à leurs rivalités pour «se positionner au sein de ce couloir stratégique et d'en prendre le contrôle des richesses» et, enfin, l'AQMI dont, écrit Tojé, il faut relativiser l'importance et qui, parfois, «n'existerait que dans l'esprit de certains acteurs cherchant plus à en tirer profit qu'à lutter contre»...

Le DR.- Il existait autrefois dans ces pays, en particulier au Soudan, en Irak, en Égypte, d'importants mouvements de profil nationaliste, révolutionnaire, voire marxiste. Croyez-vous que la nouvelle donne peut leur donner une perspective de renaissance?

P.D.- Nous avons eu, en effet, des années '40 à la fin des années '60, un grand élan national panarabiste qui s'est parfois revendiqué en plus d'un «socialisme arabe», voire parfois du «marxisme» comme au Yémen du Sud. Avec, dans certains pays (Soudan, Irak, Syrie) des partis communistes relativement costauds. N'oublions pas non plus ce que Ghassan Salamé avait appelé naguère les «appels d'empire», que ce soit pendant la Guerre froide ou par la suite. C. à d. le fait que des régimes du «Sud» optent pour l'un ou l'autre camp selon les bénéfices qu'ils en escomptent, quitte à feindre d'adopter leurs valeurs politiques, mais sans les appliquer. Et, quand il n'y a plus qu'un «camp», tout le monde devient «démocrate», organise des élections, autorise le multipartisme etc., mais peu de chose change en fait. Jusqu'à, espérons-le, ce Printemps arabe.

Ceci dit, qui a «cassé» l'élan réel en faveur d'une unité arabe? Les rivalités régionales certes, les appréhensions des

minorités, confessionnelles ou ethniques dans certains pays (Syrie, Irak), mais aussi, ne l'oublions pas, les puissances qui avaient peur de voir surgir un énorme «bloc» politique, regorgeant de ressources énergétiques. C'est-à-dire l'Occident, Israël compris, mais aussi l'URSS qui ne



savait pas trop quoi penser d'un tel bloc, qui pouvait s'avérer versatile dans ses alliances. Les affrontements entre communistes arabes d'une part, nassériens et baathistes de l'autre, ne doivent pas être occultés par le binôme Est-Ouest de la Guerre froide... Et vous remarquerez que ce sont les mêmes qui ont par la suite voué aux gémonies une autre mouvance transnationale dans la région: l'islamisme radical. Islamisme radical qui partage – et c'est aussi cela qui a fait son succès – certaines aspirations avec les nationalistes arabes et même les communistes: le rejet de la corruption, la volonté de s'autonomiser de l'Occident, le souci de «redresser» leurs sociétés. Aspirations qui sont, à mon sens, à la base de l'hostilité qu'on leur voue.

Maintenant, pour ce qui est de prédire l'avenir d'une «gauche» arabe, je pense que son renforcement éventuel dépendra de ses capacités à apparaître comme un parangon de la lutte anti-corruption (qui depuis quelques décennies a surtout été le point fort des islamistes), à soutenir concrètement les aspirations populaires à un mieux-être, à traduire ces aspirations dans leurs programmes et donc à prendre certaines distances vis-à-vis du modèle de démocratie libérale «de mar-

ché», que plus personne n'ose sembler-il aujourd'hui remettre en question. En effet, la gauche, ici compris, semble avoir définitivement abandonné à la droite le thème de la démocratie. Enfin, je crois qu'un revival de la «gauche arabe» ne pourra se réaliser que si elle parvient à montrer à la majorité de la population – y compris aux secteurs islamistes capables de l'entendre – qu'il y a ces aspirations largement partagées que je viens d'énoncer. Plutôt que de se rallier aux régimes en place au nom de la lutte contre l'«obscurantisme» comme cela s'est fait récemment, particulièrement en Algérie...

Pour terminer, je viens de lire que les Etats-Unis estiment que Laurent Gbagbo

et son entourage devraient «rendre des comptes pour les actes qu'ils n'ont pas faire cesser». J'insiste sur les derniers mots. Je serai ravi de voir la formule être appliquée par exemple à Sarkozy et à ses acolytes, à Berlusconi, à Blair et à bien d'autres dirigeants qu'il faudrait dépister dans les autres pays européens. Eux aussi grands chantres de la démocratie et qui n'ont pendant des décennies «pas fait cesser» des actes de répression féroce qu'ils dénoncent aujourd'hui à qui crier le plus fort, pour tenter de faire oublier leur complicité et les bonnes affaires d'hier avec ces dictatures. Je crois que ce serait là une excellente tâche pour la gauche dans nos pays. Je pense en effet que la meilleure aide que l'on puisse apporter aux peuples du sud de la Méditerranée et au-delà, ce serait de contribuer à faire éclater ces mascarades et à obliger nos élites, politiques et économiques, à rendre des comptes pour leurs compromissions avec ces dictatures.

1. Sofia Amara *«Monde arabe, l'onde de choc»* RTBF 1, 29.02.11

2. Mehdi TOJÉ, *Menace terroriste ou stratégie des puissances extérieures?*, n°47, novembre-décembre 2010

3. *Appels d'empire. Ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation*, Fayard, 2007

Photo: Christopher Furlong

Libye, Côte D'Ivoire, Sarkozy: le 'come-back' des neo-cons ?

Les arbres, encore une fois, servent à cacher des forêts. Qui pourra, de bonne foi, ignorer la nature non seulement tyrannique mais même criminelle du régime du Colonel Kadhafi ? Le massacre, en une seule journée, des 1200 détenus dont parle Baudouin Loos dans sa carte blanche de ce 31.03, celles des attentats terroristes contre des passagers innocents de l'aviation civile, les cas des infirmières bulgares et bien d'autres suffisent largement à nous donner le profil de ce tyran, victime, probablement, de perturbations mentales. Mais la question n'est pas là.

La question est que des indices graves semblent indiquer que l'on utilise, plus exactement, que l'on 'réroactive' ce CV, pour justifier de toutes pièces une intervention qui a très peu à voir avec les massacres contre des opposants désarmés et d'autres motivations 'humanitaires'. L'espace de cette chronique m'oblige à ne mentionner, à ce propos, que l'article de Natalie Nougayrède au journal Le Monde du 11.03 disant que « les carnages provoqués par des bombardements aériens n'ont pas, à ce jour, été vérifiés » et aux informations des services de renseignement russes selon lesquels aucun bombardement de populations civiles par l'aviation de Kadhafi n'avait pu être vérifié. Comment par ailleurs expliquer que, dans un monde où le plus petit coin d'une ruelle est sous l'œil des satellites, les services occidentaux, toujours si prêts à susciter nos compassions par une profusion d'images n'en ont produit aucune montrant ces méchants bombardements kadhafistes contre des populations civiles ?

Quant aux motivations humanitaires, toujours aussi compassionnelles, comment ne pas être ébranlé par la révélation du même quotidien français lorsque sa correspondante, Nathalie Guibert nous informe que « les forces

interventionnistes ne touchent pas la marine libyenne parce qu'elle sera utile pour faire barrage aux immigrés dans le 'post-kadhafi' » ? (Le Monde, 31.03). Pour ce qui est des opposants désarmés, le doute s'impose lorsqu'on apprend que le 18 mars un avion de chasse abattu à Bengazi et que l'on croyait du dictateur appartenait en réalité aux insurgés. Et que des média si peu suspects de kadhafisme comme The Telegraph, The Wall Street Journal ou la BBC informaient, des semaines avant la décision du Conseil de sécurité des Nations Unies, que des commandos armés occidentaux se trouvaient déjà en territoire libyen. Plus près de nous, le 'Canard Enchaîné', dans un article titré « Fournitures gratuites aux insurgés libyens », informait le 9 mars, (soit 9 jours avant la résolution du Conseil de Sécurité autorisant l'usage de la force) que des opérations militaires franco-anglo-américaines se déroulaient déjà sur le terrain. Ce journal récidive trois jours plus tard, en nous apprenant que la DGSE — le service de renseignement et d'action extérieur français — « aurait livré discrètement à Benghazi, dès la mi-mars, quelques canons de 105 mm et des batteries antiaériennes mobiles ».

Comme si toute cette démonstration d'aventurisme de tout genre était insuffisante, voilà que le couple Sarkozy - Ban-ki Moon se lance dans une opération encore plus douteuse dans le contexte des élections en Côte d'Ivoire. Avec un empressement digne des meilleures causes, le second ordonne à son représentant sur place de valider l'élection du candidat Ouattara, ami personnel du premier. C'est ainsi que, dûment entouré par les ambassadeurs de France et des Etats-Unis, ce fonctionnaire décide que Ouattara est le vainqueur malgré de très lourdes et sérieuses contestations. Le Français Alberto Bourgi, professeur du droit public et africaniste reconnu, s'étonnait à la radio française ce vendredi 01.04 de cette curieuse célérité.

Sauf que ce sont toujours des arbres pour cacher la forêt. Encore une fois, le problème semble un peu moins altruiste que le droit humanitaire ou le sacro-saint principe du respect des urnes qui tirent les ficelles de la gestion du dossier ivoirien. Il se fait que le Président Gbagbo avait osé envisager de ne pas limiter aux seuls capitaux occidentaux les perspectives d'investissement dans son pays, mais les ouvrir aussi aux Chinois et aux Indiens. Pire encore, il avait des plans pour faire de la commercialisation du cacao, jusqu'alors dans les mains d'une grosse multinationale, un service public contrôlé par l'Etat, avec la participation des petits producteurs organisés en coopératives. Projets fort gênants parce qu'il se fait qu'un des patrons de cette multinationale, la 'Armajaro Trading Inc', Loïc Folleroux, est le propre beau-fils de Ouattara, lequel, en spéculateur habile, venait d'acheter un mois avant les élections 240.000 tonnes de cacao en anticipant une envolée de son cours. Suprême irrévérence, le président Gbagbo se proposait de constituer un système financier essentiellement axé sur une banque publique contrôlée par l'Etat. Projet quelque peu détonnant si l'on considère que son rival Ouattara était l'ancien patron du département Afrique du FMI.

Triste scénario de bien douteuse morale. L'Occident se prépare ainsi, au nom des valeurs humanitaires et de liberté qui sont « les siennes », à sacrer le candidat Ouattara dont la Croix Rouge est occupée à découvrir d'importants chantiers semés par ses troupes dans sa route vers Abidjan. Monsieur Sarkozy joue à l'apprenti sorcier en Côte d'Ivoire, deuxième acte d'une partition qui, après la Libye, viserait l'Iran. Délocalisation aidant, les néo-conservateurs ont déménagé vers l'Elysée ? Tout en cherchant à assurer la réélection du patron, seront-ils en train d'explorer les traits d'une folle sortie de crise ?

Vladimir Caller

Journal de bord d'un observateur :

... (. . .) tout va bien et même de mieux en mieux en Afghanistan. La preuve : les Américains vont y dépêcher pour la première fois depuis 2001 une compagnie d'une quinzaine de chars Abrams M1. Servis par les Marines, ils seront déployés dans le nord de la province du Helmand. Dans le Washington Post, qui révèle l'information, un officier américain estime que les blindés vont apporter "l'effroi, le choc et la puissance de feu", reprenant des mots ("shock and awe") qui avaient eu leur heure de gloire au moment de la guerre d'Irak. On s'éloigne, au moins dans la région de Kandahar, de la politique de conquête des coeurs et des esprits et de la gentille contre-insurrection...

D'autant que les Abrams ne sont qu'un élément du dispositif militaire. En octobre, l'aviation alliée a ainsi largué un millier de bombes, le chiffre le plus élevée depuis 2001. Et les opérations spéciales dites "kill or capture" ont été multipliées par trois depuis un trimestre. Bref, c'est la guerre.

Jean-Dominique Merchet

Journaliste à Marianne, auditeur de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN 49)

Brèves

« Difficile de trouver une attitude moins obscène (et moins dangereuse) que celle de M. Sarkozy, qui, en 2007, signait un contrat de 70,5 millions d'euros pour la remise à niveau des Mirage F1 libyens, y rajoutait 79 millions pour trois cents missiles anti-chars Milan, proposait la vente d'une centrale nucléaire de type EPR ; le président français poursuivra sur sa lancée en accordant, en 2009, cinquante-huit autorisations d'exportation de matériel belliqueux – fusils, munitions, blindages, etc. (30,5 millions d'euros) – avant de retourner sa veste dans un accès de pulsion guerrière écœurant et ayant plus à voir avec la situation intérieure française qu'avec la défense de la démocratie »

Maurice Lemoine

Ancien rédacteur en chef du Monde Diplomatique

« On sait bien que l'Europe est particulièrement occupée, – que dis-je ? "torturée" serait un mot plus juste, – par le sort des roms qui, horreurs, rappelle, selon la formule extrêmement

originale, "les heures les plus noires de la Deuxième Guerre mondiale". On ne tue pas des gens mais on touche aux principes qui rendent notre civilisation désormais exceptionnelle, et on distingue ces gens, horreur trois cents fois horreur, par "ethnie".

...Mais tout de même, si l'Europe voulait bien pencher la vertu de ses principes vers d'autres occurrences qui mettent en cause d'autres victimes et "acteurs", ces derniers parmi les plus puissants et sacrés pour notre narrative de référence (nous allions écrire "de révérence") ? Exemple, l'Irak.

Il y a actuellement 5 millions d'orphelins en Irak, qui vaquent à leurs occupations, dans les bidonvilles et les champs de poubelles. Si l'on était aux USA et tenant compte du rapport des populations, cela ferait plus de 50 millions d'orphelins. Certains font l'hypothèse, – mais quelle audace, en vérité, – que cela aurait un rapport, une autre sorte de rapport, avec l'attaque de l'Irak par les USA, dont Blair nous explique combien elle était fondée, et dont l'ambassadeur français à Bagdad nous dit qu'elle y amena, enfin, la démocratie »

Source : www.defensa.org/article

Motion présentée par la conseillère communale Malika El Bourezgui, communiste élue à Charleroi sur la liste ECOLO, auprès du Conseil communal de Charleroi

Aujourd'hui, à l'initiative des mouvements de jeunesse s'appuyant sur des réseaux sociaux, la volonté des peuples arabes s'exprime vivement et courageusement pour revendiquer plus de démocratie, plus de justice sociale et plus de progrès.

Compte tenu que ces peuples ont été longtemps dominés et censurés par des pouvoirs autocratiques et répressifs ;

Compte tenu du développement des mouvements de contestations et de soulèvements des peuples arabes en lutte pour des droits démocratiques et la dignité humaine que nous ne pouvons pas ignorer ;

Compte tenu de la situation conflictuelle et inquiétante dans certains pays arabes où

des dirigeants répriment dans la violence les manifestations pacifiques exprimant l'aspiration du peuple à l'ouverture démocratique et à l'émancipation ;

Compte tenu que les régimes autocratiques et dictatoriaux sont à l'origine de l'exil et des flux migratoires de population fuyant l'injustice et l'oppression ;

Compte tenu des liens qui nous unissent à des pays du Maghreb de par leur contribution durant la 2ème guerre mondiale pour défendre notre démocratie contre le fléau du nazisme et de par la présence d'une importante population d'origine maghrébine sur notre territoire.

Compte tenu de notre attachement aux valeurs démocratiques et de progrès, le Conseil communal de Charleroi souhaite

exprimer sa solidarité :

- Aux peuples arabes qui revendiquent pacifiquement la démocratie, la justice sociale et la liberté d'expression ;
- Aux jeunes et aux femmes qui se réapproprient le débat public et politique ;
- Aux gouvernements arabes qui se sont engagés ou s'engagent dans un processus de réformes constitutionnelles et démocratiques.

Le Conseil communal condamne avec force le recours à la violence des autorités contre des mouvements de contestation pacifiques du peuple et réaffirme le principe de Souveraineté nationale des peuples et des pays.

Malika El Bourezgui

Quand les militants syndicaux occupent la Rue de la Loi

A un bout de la rue de la Loi : le parlement belge et le gouvernement en affaires courantes. A l'autre bout : les bâtiments des communautés européennes et un Sommet Européen pour débattre des mesures «d'austérité à prendre face à la crise». Le grand patronat européen et ses porte-paroles dans les gouvernements veulent la réduction des salaires, la suppression de l'indexation automatique, une flexibilité encore plus grande des travailleurs, le gel des salaires au niveau européen. Les syndicats de l'Union européenne mènent un combat important contre toutes ces mesures. La même semaine, il y avait des mobilisations et des grèves d'un coin à l'autre de l'Europe. En Belgique aussi.

La rue de la Loi était trop étroite pour recevoir les 20.000 manifestants de la FGTB jeudi 24 mars. Alors que les responsables syndicaux attendaient 10.000 participants, les militants sont venus en nombre et en force. Plusieurs cortèges, rassemblés en différents endroits de la ville, ont conflué vers la rue de la Loi, qui fut occupée et animée pendant plus de trois heures. Ils sont venus de Flandre et de Wallonie, de tous les secteurs professionnels.

Le mécontentement est grand parmi les travailleurs et est en train de se transformer en colère et en détermination pour affronter les pouvoirs politiques, belges (ce qu'il en reste) et européens et aussi le patronat, les banques. Le mécontentement grandit également envers les permanents et dirigeants syndicaux, belges et européens, qui continuent à nous promener dans la ville au lieu d'organiser les volontés des travailleurs pour imposer nos revendications de salaires, de conditions

de vie dignes, de droit au travail.

La CES avait fait appel à manifester ce 24 mars à Bruxelles, de même que le 9 avril à Budapest, à l'occasion des deux Sommets européens consacrés aux «mesures d'austérité face à la crise». Les bureaucrates dirigeants de la CES, utilisent ces manifestations comme des moyens de pression, pour «donner la parole aux travailleurs européens qui condamnent ces choix politiques et permettre à leurs propositions alternatives d'être entendues». Mais pour les militants syndicaux, il ne s'agit pas seulement de faire quelques mises en scène et se faire entendre, mais bien de faire aboutir leurs revendications et leurs propositions alternatives !

On sait bien que ce sont les partis de droite qui dominent le Parlement européen, la Commission et les Conseils des ministres et c'est le grand patronat et les grandes banques qui tirent les ficelles. Tout ce beau monde n'est pas atteint de surdité, il ne veut rien entendre parce que la défense de ses intérêts capitalistes et sa recherche effrénée de profit est incompatible avec la satisfaction des revendications des salariés européens. Les promenades, même accompagnées d'arrêts de travail par-ci par-là, ne les feront pas céder. On sentait nettement un grand ras-le-bol parmi les manifestants à Bruxelles. Comme on manquait de mots d'ordre de combat, alors ce sont les pétards qui ont explosé sans arrêt, et quelques pierres qui sont tombées sur les policiers gardant la zone neutre.

Les casseurs habituels étaient bien sûr à l'affût et ils ont essayé de détourner la colère des manifestants vers des provocations contre le service de police, mais ils n'ont pas réussi grand-chose. Ce sont les médias qui en ont fait le principal sujet de leurs reportages ! De la même façon, la radio et la télé interrogeaient longuement des usagers fâchés de ne pas avoir eu

leur bus à l'heure, des commerçants râlant pour les pertes dans leur magasin et c'est à peine, s'ils interviewaient les manifestants sur leurs revendications et les raisons de leur présence. Ces mêmes médias étaient nettement plus «gentils» et pleins d'empathie pour annoncer et rendre compte de la manifestation «pour un gouvernement» d'il y a quelques mois. Par contre, ils étaient presque méprisants pour les milliers de travailleurs qui se sont mobilisés ce 24 mars..

N'empêche que cette mobilisation était bien accueillie par la population à Bruxelles ; on se sent tous concernés car on vit tous les mêmes difficultés face à cette crise capitaliste et il y a un peu partout la volonté de se battre : qu'ils paient leur crise eux-mêmes ! Unissons-nous dans toute l'Europe ! Du Portugal à la Grèce et la Bulgarie, en passant par l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, la Hongrie : en quelques semaines, ce sont des millions de travailleurs qui sont sortis dans la rue et qui ne veulent pas en rester là.

Maintenant que les grands responsables européens de la crise sont clairement montrés du doigt et que les démonstrations de force populaire ont eu lieu, il est nécessaire d'aller plus loin, d'organiser le combat unifié des travailleurs pour renverser la vapeur : par exemple, au lieu de répéter que nous sommes le dernier pré carré qui défend l'indexation des salaires, pourquoi ne pas se battre pour étendre l'indexation des salaires à toute l'Union européenne ! Ce n'est pas, bien entendu, la proposition des dirigeants de la CES, mais elle peut rencontrer beaucoup d'appui à la base, dans tous les mouvements syndicaux. Face à la «gouvernance européenne» que mettent en place la droite et le grand patronat, il est possible de construire un contre-pouvoir européen des travailleurs.

Claudine Pôlet

Révoltes ouvrières de 1886 : 125 ans.

Il y a peu lors d'une activité organisée par l'asbl Progrès et Culture de Courcelles, de jeunes délégués syndicaux nous ont déclaré ignorer tout de la grève de 1960-1961. Alors que diraient-ils si nous leur parlions des révoltes ouvrières de 1886.

Un court rappel historique est nécessaire. C'est en 1885 que naît le parti Ouvrier Belge (POB) et cela après plus de 50 années de domination des partis catholique et libéral au pouvoir depuis la création de l'Etat belge.

Dès sa création, la Belgique est entrée à marche rapide dans le développement industriel de la Wallonie. Sous la coupe d'un patronat puissant, le monde ouvrier a créé les conditions de la richesse de cet Etat artificiel, le plaçant au second rang économique mondial après la Grande-Bretagne.

Bart Dewever ne l'ignore pas, croyez-moi bien, lui féru d'histoire. Il n'ignore pas que c'est le peuple wallon qui a trimé, souffert pour que la Wallonie se développe économiquement et que la richesse créée par la force du travail de nos ouvriers profite à l'ensemble de nos deux communautés.

Trêve de bavardages, à ce propos, revenons à notre sujet. Revenons au travail de la classe exploitée, la classe ouvrière, des conditions de travail exécrable, une insécurité au travail permanente, la longueur de la durée du temps de travail, l'absence de congés, le travail des femmes et même des enfants ... pour juste SURVIVRE. Le tout à l'avantage d'un patronat puissant, bien sûr francophone (flamand francophone aussi) qui vit très confortablement grâce à l'exploitation éhontée de cette force de travail.

Cela ne pouvait durer éternellement. Le vent de la révolte ouvrière partit de Liège



et atteignit le pays de Charleroi. Les ouvriers (verriers et mineurs) arrêterent le travail, fermèrent les autres entreprises, manifestèrent leur force et firent éclater leur colère avec la destruction de certaines usines ou des « châteaux » de possédants.

De Gaulle disait « Non à la chienlit ». C'est ce que le pouvoir de l'époque pensa lorsqu'il voulut arrêter les manifestants qui descendant de Jumet, arrivèrent à Roux et se trouvèrent face à la garde civique qui, sans hésiter, ... tira dans le tas. Oui, ça c'est passé en Belgique comme cela se passe aujourd'hui en Tunisie, en Egypte, en Lybie ou encore en Côte d'Ivoire.

C'est pour se remémorer cet événement tragique que les Fédérations de Charleroi du Parti socialiste et du Parti communiste défilèrent ensemble, drapeaux en tête, pour aller se recueillir sur la tombe des victimes au cimetière de Roux. Alliance entre réformistes et révolutionnaires pourraient penser certains. Naturellement il est bon de leur rappeler que le POB est le tronc commun du Parti ouvrier belge, parti qui s'est divisé en 1921 lors de la scission communiste, la partie majoritaire devenant le PSB.

N'en déplaise au Camarade Di Rupo,

l'anniversaire du 125^{ème} anniversaire du POB est notre héritage commun et non celui du seul PS. Pour la première fois, depuis très longtemps, les membres du PS carolos s'en sont souvenus dans leurs discours.

Pour en savoir plus, cliquez sur les liens suivants :

"<http://www.quartierdumartinet.be/Mars1886.htm>" - "http://homeusers.brutele.be/germinal/1886/1886/zpage_1886."

Vous pouvez aussi consulter un reportage photographique de cette commémoration commune en cliquant sur: <http://etincellebulletin.skynetblogs.be/>.

Merci au Camarade Jacques Mabilie qui nous a permis d'illustrer cet événement en utilisant ses photos tout en attirant votre attention sur le fait que ces photos sont sous protection du copyright Belmar

Pour commémorer ces événements, une exposition dénommée « Les damnés de la terre » a eu lieu très récemment, avec un bon succès d'assistance, à la Maison du Peuple La Nouvelle Vigilance de Dampremy, rue Jules Destrée 11.

Robert Tangre

Enseignant, conseiller communal à Courcelles.

La poste belge généreuse (que) avec ses actionnaires

Dans un communiqué rédigé en août dernier, nous écrivions que Johnny Thijs, patron richement rémunéré de La Poste depuis 2002, a été jusqu'en 2004 un haut conseiller de CVC Capital Partners. Ce fonds d'investissement britannique, tristement célèbre pour la casse sociale qu'il a imposée à la poste danoise, après nous avoir acquis en 2005, pour à peine 150 millions d'euros, 25% de parts de la poste belge (aujourd'hui, il en possède 50%). Vous avez dit conflit d'intérêt?

Depuis, en homme de main dévoué de cet acteur typique du capitalisme mondial (spécialisé dans l'achat à moindre coût, la restructuration et l'introduction en bourse d'entreprises publiques), Johnny Thijs a poursuivi inlassablement son "œuvre".

Depuis 2005, La Poste a sacrifié sur l'autel de la rentabilité à court terme pas moins de 650 bureaux de poste et autant de banques de proximité. Suivant la même logique, elle a également arrêté le transport de courrier par voie ferrée, propre sur le plan écologique, au profit du polluant transport par camion. La Poste a supprimé en moyenne 1500 équivalents temps plein par an.

L'introduction de "facteurs auxiliaires" ne travaillant que 3h48 maximum par jour pour un salaire horaire brut de 9,66 euros, véritable mise à mort du statut de facteur, est le dernier avatar de cette logique du profit à tout prix.

Au delà des discours de circonstance sur le déclin du marché postal, la poste belge se porte très bien et réalise chaque année des bénéfices sur le dos de ses usagers et de son personnel. Selon nos calculs, la multinationale CVC a déjà récolté en 5 exercices plus que sa mise de départ, autrement dit, plus de 20% par

an de retour sur investissement. On est loin de l'intérêt de 1 ou 2% des comptes épargne de monsieur et madame tout le monde. Par ailleurs, si l'introduction en bourse (qui se dessine avec le blanc-seing du gouvernement fédéral) est confirmée, CVC récolterait un véritable pactole, La Poste étant valorisée à hauteur d'environ de 2 milliards d'euros, soit 4 fois sa valeur de vente il y a 5 ans.

2011 : Bpost brille par ses résultats opérationnels

Au terme de l'exercice 2010 durant lequel La Poste est devenue Bpost, l'entreprise fait état d'une progression de 3% de ses chiffres de vente pour s'établir à 2,32 milliards d'euros. Mais en comparaison avec l'année précédente, le bénéfice net ressort plus faible de 81,3 millions d'euros (en 2011, il est de 163,1 millions contre 209,6 millions en 2009 mais 31 % de mieux qu'en 2008 (221,8 millions).

Certes, en conséquence logique de l'évolution favorable du chiffre d'affaires et d'une réduction des dépenses, les résultats normalisés ont enregistré une tendance nettement positive : l'Ebit normalisé ayant augmenté de près de 33 % (à 319,2 millions d'euros) et le bénéfice net normalisé de 27 % (à 207,5 millions d'euros).

Prudence pour 2011, définit Johnny Thijs.

Bpost, qui évoque des "résultats opérationnels convaincants en 2010", sera toutefois prudent en 2011 car l'évolution positive de ses résultats opérationnels découle notamment "de l'évolution favorable du chiffre d'affaires, sous l'effet de la reprise économique en Belgique et à l'étranger et des efforts consentis par Bpost pour développer de nouvelles sources de revenus".

La réduction des dépenses (un nouveau dégraissage de l'emploi en perspective) et l'absence d'une inflation reportée de

2009 ont également eu un effet positif. Ceci n'empêche pas Bpost.

Si la baisse du volume de lettres est restée limitée à moins d'1% en 2010, Bpost a constaté des reculs plus importants pour les envois adressés ces trois derniers mois (près de 3% en moins).

"La mise en oeuvre du plan stratégique 2011-2015, qui tient compte de cette chute précipitée des volumes, revêt dès lors une importance cruciale. Nous veillerons à ce qu'elle se déroule dans le respect de la concertation sociale, sans licenciement sec et en octroyant un accompagnement social maximum à tous les collaborateurs concernés", déclare M. Thijs, cité dans le communiqué. Cela a au moins le mérite de la clarté!

Les actionnaires s'en frottent les mains

Si L'État et son partenaire à 49,99 %, CVC Capital Partners, s'étaient alors partagé un dividende de 170,8 millions d'euros, le personnel avait reçu une prime de 650 euros par personne.

En 2011, ce sera encore mieux : La privatisation enrichit les actionnaires : puisque l'augmentation des dividendes pour les actionnaires de Bpost grimperont de 21,5 % !

Ils devraient se partager intégralement les 207, 5 millions de bénéfices nets, soit environ 104 millions chacun.

Le personnel, lui, aura droit à une prime

Presque tous les employés de la poste belge auront droit cette année à une prime d'environ 740 euros, pour un horaire à temps plein. Cette prime représente un partage du bénéfice de l'entreprise, prévu par la loi, majoré d'une prime unique. Elle ne concerne pas les 1.400 employés qui reçoivent une rémunération variable, mais bien les 27.000 autres employés.

(suite en page 16)

De Three Mile Island à Fukushima : profits privés et risques collectifs.

Quelques jours après l'accident de Tchernobyl, survenu le 26 avril 1986, M. Morris Rosen, alors directeur de la sûreté nucléaire de l'AIEA (Agence internationale de l'Energie atomique), déclarait : «Même s'il y avait un accident de ce type tous les ans, je considérerais le nucléaire comme une énergie intéressante».

Il est vrai qu'à l'époque, la catastrophe ukrainienne était seulement le deuxième accident de grande ampleur touchant une centrale nucléaire, après celui de la centrale américaine de Three Mile Island (28 mars 1979). Depuis, cependant, incidents et accidents, plus ou moins graves et affectant des centrales de différents types, se sont multipliés, sans modifier pour autant de manière fondamentale l'argumentaire de l'AIEA dont l'objectif reste, selon ses statuts, «d'accélérer et d'élargir la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité à travers le monde».

A travers ses déclarations, l'AIEA se comporte en réalité comme un lobby pro-nucléaire, alors qu'elle tente le plus souvent de se présenter comme un organe indépendant et impartial émanant des instances de l'ONU. De même, l'OMS (Organisation mondiale de la Santé), dont les avis relatifs aux risques nucléaires font souvent autorité, est liée à l'AIEA par un accord, datant de 1959 mais jamais abrogé, qui lui interdit d'«entreprendre un programme ou une activité» en matière de nucléaire sans consulter celle-ci «en vue de régler la question d'un commun accord»².

En somme, des organisations comme l'AIEA et l'OMS, par lesquelles, en principe, un contrôle public et international devrait s'appliquer aux opérateurs privés détenteurs des centrales nucléaires, agissent surtout comme des relais de ces derniers, propageant dans l'opinion toutes les informations fausses ou partielles indispensables à la défense de



Photo: Jo Yong-Ha

leurs intérêts. Outre qu'elles entérinent ainsi la mainmise de groupes privés sur la production électrique, enjeu collectif crucial s'il en est, elles polluent le débat scientifique sur l'énergie nucléaire, tant leurs relais dans les milieux académiques sont puissants et actifs.

Quant aux entreprises et consortiums privés qui gèrent les centrales, ils semblent avoir érigé la désinformation et le mensonge en règles de conduite. Ainsi, en 2002, la presse japonaise révélait que l'entreprise Tepco (Tokyo Electric Power Company) avait falsifié pas moins de vingt-neuf rapports destinés à l'Agence de sûreté nucléaire depuis la fin des années 1980. Suite à l'accident de Fukushima, Tepco a reconnu n'avoir pas procédé aux contrôles de sûreté obligatoires dans ses installations entre 2001 et 2011, une stratégie de réduction des coûts d'exploitation visant probablement à garantir la stabilité des dividendes versés aux actionnaires, malgré notamment la fermeture en juillet 2007, suite déjà à un tremblement de terre, de la centrale de Kashiwazaki-Kariwa⁴. Quelle confiance accorder dès lors aux déclarations lénifiantes d'Electrabel sur les centrales nucléaires belges ? Avec l'accident de Fukushima, centrale moderne bien éloignée de la technologie archaïque de Tchernobyl, l'argument du progrès technologique qui mettrait les populations à l'abri de tout danger, s'est effondré. De même, si le risque sismique est naturellement plus élevé au Japon qu'en Europe occidentale, il n'est pas inexistant, et plusieurs séismes de grande magnitude ont été enregistrés en Belgique dans le passé, une menace contre laquelle

nos centrales ne sont que partiellement protégées. Enfin, constamment minimisé par le lobby du nucléaire, le problème des déchets reste crucial, des années de recherches n'ayant pas abouti à dégager de solutions satisfaisantes, concernant tant leur élimination que leur stockage.

Face à cette appropriation par le secteur privé de l'enjeu collectif primordial qu'est la production d'énergie, et dont chaque Etat connaît des variantes, plusieurs axes de solutions se dégagent. D'abord, il s'agit pour l'autorité publique de supplanter les opérateurs privés, une priorité sans laquelle aucune réforme fondamentale de la gestion énergétique ne sera possible. Toutefois, cette ré-appropriation ne pourra se faire qu'en s'émancipant de la logique capitaliste du profit qui gouverne aujourd'hui ce secteur. A ce titre, le récent débat sur la «rente nucléaire» générée par les centrales nucléaires belges est particulièrement interpellant. En mai 2010, la CREG (Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz) estimait cette rente (le différentiel entre les investissements de départ et les revenus actuels des centrales) à une somme de 1,75 à 1,95 milliards d'euros par an, susceptibles d'être taxés à un taux de 33 % et donc générateurs de rentrées substantielles pour l'Etat.

Ces chiffres ont naturellement été contestés par Electrabel et ses services d'ingénierie fiscale, qui prétendent que les bénéfices annuels de l'entreprise avoisinent à peine les 960 millions d'euros. Quelle que soit l'issue de ce débat, il révèle combien il est tentant pour un Etat, surtout en période de difficultés budgétaires, d'utiliser les opérateurs énergétiques comme sources de revenus, et donc d'entériner leur existence et leur contrôle sur les modalités de la production d'énergie.

Dès lors que les finances publiques se rendent ainsi dépendantes du lobby du nucléaire, toute tentative de mettre en œuvre une véritable politique

ambitieuse de transition vers les sources d'énergie alternatives (éolienne, solaire, hydraulique, etc.) est, sinon vouée à l'échec, pour le moins lourdement hypothéquée. Autrement dit, seule la nationalisation de ce secteur crucial peut générer des solutions durables, en soustrayant la production énergétique aux lois du marché capitaliste.

Cet investissement massif de l'autorité publique dans les sources d'énergie durables et renouvelables constitue le deuxième axe de solutions, qui ne pourra être envisagé sans que le premier soit réalisé. Enfin, il s'agira également de mettre fin à la croissance de la consommation d'électricité qui risque d'exploser suite à la raréfaction des ressources pétrolières, et, notamment, au développement des déplacements individuels par voiture hybride ou

totalelement électrique. Dans ce but, les solutions sont connues : densification des noyaux urbains et villageois afin de limiter les déperditions énergétiques, transfert des déplacements individuels vers des modes de déplacements collectifs, décentralisations des zones d'activité afin de limiter les déplacements lieu de vie/lieu de travail, recours aux productions alimentaires locales, etc. Autant de révolutions indispensables qui ne pourront cependant pas se faire sans soustraire la production d'énergie aux lois du marché et aux exigences de rentabilité du système capitaliste.

Dès lors, comme le soulignent de manière très pertinente les signataires d'une récente carte blanche, «il est essentiel d'initier un véritable débat citoyen débouchant sur une consultation populaire concernant l'avenir de la

production électrique dans notre pays» Plus largement, il importe à présent «de rendre à la population le contrôle d'une série de secteurs économiques afin de protéger notre devenir collectif de la dictature des marchés et afin de permettre de véritables choix citoyens, notamment concernant la gestion de l'énergie et des ressources naturelles ».

Luc Claes

1. [E.G.], *La catastrophe de Tchernobyl pourrait être à l'origine de 24.000 décès par cancer*, *Le Monde*, 28 août 1986, p.20.
2. Voir A. KATZ, *Les dossiers enterrés de Tchernobyl*. L'Organisation mondiale de la Santé et le nucléaire, *Le Monde Diplomatique*, mars 2008, p.3.
3. KATZ, *op. cit.*, p.3 (« *Connivences universitaires* »).
4. Voir [R.L.], *Tepco et ses actionnaires*, *Le Monde Diplomatique*, avril 2011, p.5.
5. De nombreuses données de cet article sont extraites du texte: «Nucléaire : donner la parole à la population».
6. Citée supra note 5.

Accaparements de terre, destruction environnementale : un modèle agricole au cœur de la crise

Agriculture, technologies, rapports de pouvoir : les dessous d'un système prédateur

L'Europe, plus exactement l'Union européenne, s'est lancée dans une politique de promotion des agrocarburants qui fait fi de la dénonciation de ses impacts négatifs, particulièrement pour les pays du Sud. Les enjeux de cette politique dépassent la question de l'énergie utilisée dans le transport, et concernent bien plus largement l'organisation même de l'agriculture mondiale, l'environnement, le climat, les inégalités sociales, les rapports de pouvoir, les processus de décision au sein de l'Union européenne et, plus globalement, un modèle de développement. Nous vous proposons d'aborder cette thématique dans une suite de 4 articles.

Ruée sur les terres agricoles

En septembre 2010, la Banque Mondiale publiait un rapport où elle fournissait des chiffres concernant la formidable spéculation foncière à laquelle on assiste en ce moment au niveau mondial.

A lors qu'au cours des dix années antérieures, les grosses transactions foncières portaient chaque année dans le monde sur un total de l'ordre de 4 millions d'hectares/an, pour la seule année 2009, la Banque a répertorié des opérations portant sur quelque 45 millions d'hectares, soit plus qu'un décuplement. Ces acquisitions de millions d'hectares de terres agricoles sont le fait de grosses sociétés et de gouvernements, en particulier ceux de pays ne disposant que de peu de terres arables, comme les

pays du Golfe arabe. Accompagnées de fortes hausses des prix du foncier, elles conduisent partout dans le monde à évincer massivement des millions de petits producteurs.

Comment explique-t-on une telle explosion?

De nombreux analystes s'accordent pour dire que la politique des pays industrialisés, et singulièrement de l'Europe et des Etats-Unis, qui a consisté d'abord à encourager, puis à de facto imposer l'utilisation de carburants produits par l'agriculture (ou "agrocarburants") a constitué l'élément catalyseur du phénomène. Elle a en effet créé un formidable besoin additionnel de terres agricoles, et un besoin de surcroît croissant, puisque la demande d'énergie, et plus spécifiquement d'énergie pour le transport, ne cesse d'augmenter. Le développement des agrocarburants est un phénomène avec des implications

(suite en page 12)

(suite de la page 11)

gigantesques pour notre planète. Le titre d'un livre récent s'y réfère sous la forme d'une question : pourrait-il conduire au "plus grand changement dans les relations Nord-Sud depuis la colonisation?"

Hausse des prix agricoles et crise alimentaire

Entre janvier 2005 et juin 2008, les prix du maïs ont presque triplé, ceux de l'huile de palme ont augmenté de 200% et ceux du soja d'un peu moins de 200%, dans un mouvement conjoint inhabituel s'agissant de produits agricoles, tous trois par contre utilisés massivement pour produire du carburant. Cette forte ascension a commencé à partir de 2005, malgré un niveau record des récoltes cette année-là, jusqu'à la flambée des prix de 2008. Cette flambée des prix a déclenché une crise alimentaire sans précédent dans le monde, mais qui est aujourd'hui en passe de se répéter. Des émeutes dites "de la faim" ont secoué à l'époque plus d'une trentaine de pays, où la population, atteinte de plein fouet par les hausses brutales des produits alimentaires, est descendue dans la rue pour crier son désarroi. De telles émeutes se sont produites en Indonésie, en Thaïlande, en Haïti, aux Philippines, au Cameroun, au Maroc, en Egypte...

En juillet 2008, au plus fort de la crise, la Banque Mondiale, dans une note à usage interne rédigée par l'économiste en chef de son département d'analyse économique, estimait que la politique de promotion des agrocarburants aux Etats-Unis et en Europe était responsable à 75% de la hausse des prix alimentaires ayant conduit à cette crise. La même

note s'interrogeait sur le bien-fondé des politiques de soutien à cette production.

La promotion des agrocarburants a en effet impliqué qu'une part croissante des produits ayant justement connu les plus fortes augmentations de prix a été déviée vers la production de carburant, avec pour résultat qu'à ce jour près de 25% du maïs américain est utilisé pour produire de l'éthanol - un développement avec des répercussions d'autant plus énormes sur les marchés mondiaux que les Etats-Unis produisent à eux seuls pas loin de la moitié du maïs produit dans le monde -, et qu'en Europe, pas loin de la moitié de la production d'huile végétale est désormais utilisée pour produire du "bio"diesel, - ce qui conduit à augmenter de façon colossale la demande d'huile de palme en provenance principalement de l'Asie du Sud-Est.

On ne saurait s'étonner que la hausse brutale et artificielle de la demande d'un éventail par ailleurs croissant de produits agricoles (maïs, colza, betterave, soja, huile de palme, manioc...) pour produire du carburant ait provoqué en réponse une montée en flèche de leur prix sur les marchés internationaux, par un effet direct aggravé par des phénomènes spéculatifs. Les variations du prix du pétrole ayant en outre des implications directes pour la rentabilité des agrocarburants, il s'y ajoute un élément additionnel d'instabilité directement lié à l'instabilité des prix du pétrole.

S'ajoutant aux effets de la crise financière et à la perte d'attractivité des investissements dans divers secteurs financiers traditionnels, la crise alimentaire a eu pour effet de renforcer encore l'intérêt pour les investissements

fonciers. S'agissant des investisseurs professionnels et spéculatifs, elle les a sensibilisés sur les opportunités de placements lucratifs dans le secteur agricole. S'agissant des pays dépendants des importations alimentaires, elle les a sensibilisés sur les risques d'une telle dépendance et sur l'intérêt de la réduire par le biais de l'acquisition directe de terres. L'un et l'autre contribuent la véritable ruée sur les terres agricoles qui s'en est suivi.

La promotion des agrocarburants a ainsi exercé non seulement un effet direct sous la forme de la création d'un important besoin additionnel de terres. Elle a aussi été le catalyseur d'un nouvel intérêt pour le foncier. Si la ruée sur les terres agricoles ne vise pas uniquement, loin s'en faut, la production de carburant, il reste que, d'après les calculs de la Banque Mondiale dans le rapport évoqué plus haut, 35% des grosses transactions foncières répertoriées pour l'année 2009 visaient la production d'agroénergie soit un lien en tout état de cause très étroit.

Pour rappel, les agrocarburants (un terme à préférer à celui de biocarburants, qui laisse entendre qu'il s'agirait de carburants produits de façon «biologique») sont des carburants produits à partir de végétaux. Les deux filières significatives au niveau mondial sont d'une part la filière de l'éthanol, un alcool produit au départ de plantes contenant du sucre ou de l'amidon (canne à sucre, betterave, maïs, manioc...), et d'autre part celle de l'agrodiesel (souvent appelé «bio»diesel, un terme particulièrement inapproprié, puisqu'il désigne de l'huile végétale additionnée d'additifs chimiques), produit à partir de plantes oléagineuses (colza, tournesol, soja, palmier à huile...).

Biofuels and the globalization of risk - The biggest change in North-South relationships since colonialism? - James Smith - ZED BOOKS, London & New York - 2010

LEF : Une écologie de gauche et non communautaire désormais bilingue !

Tout a commencé lorsque à la fin de l'année 2003, un petit groupe de jeunes flamands de sensibilité vaguement anarchiste de gauche de la commune d'Herzele lanceront un appel à réagir dans l'unité contre le renforcement visible des politiques néo-libérales touchant, en particulier, l'écosystème.

Dès sa création, le mouvement LEF (Links Ecologisch Forum), ainsi formé s'est interrogé sur l'emprise de leur action : devenir

un mouvement national ou rester flamand ? Des années et plein d'activités et initiatives lancées, dans un contexte où la surenchère communautaire semble chaque fois plus sectaire et menaçante, LEF a décidé de devenir bilingue.

C'est ainsi que vous pouvez suivre, en français, et participer dans ses initiatives en visitant son site www.lef-online.be
(Contact Michel Vanhorne tel. 09 222 40 33)

Sous la pression du marché du travail et de la compétition Pourquoi l'école est réduite aux «compétences de base»

«Il se dégage, dans toute l'Union, une tendance claire en faveur d'un enseignement et d'un apprentissage axés sur les compétences (...). Le cadre européen des compétences clés a largement contribué à cette évolution. Dans certains pays, celui-ci a été au cœur de la réforme des politiques éducatives» En écrivant ces lignes dans un rapport datant de 2009, la Commission européenne exprimait sa très grande satisfaction. Mais les professeurs, les élèves et les parents doivent-ils pareillement se féliciter de l'omniprésence du mot «compétences» dans l'enseignement ?

Le concept de «compétence» et les doctrines pédagogiques qui s'en revendiquent sont soumis à des feux de critique intense au sein même du monde éducatif. Dans les pays où l'approche par compétences a été introduite depuis plusieurs années déjà (Québec, Pays-Bas, Suisse et Belgique francophones, France...) on lui reproche de négliger les connaissances au profit des seuls savoir-faire pratiques, d'induire une plus grande inégalité entre les élèves, de figer les pratiques enseignantes dans des procédures routinières, d'imposer des procédures d'évaluation incessantes et de naturaliser de façon idéaliste une pure abstraction : la «capacité de mobiliser des savoirs». Pourtant, malgré ces critiques et comme en témoigne la citation de la Commission européenne ci-dessus, les diverses formes d'enseignement axé sur les compétences (ou de «outcome-based education») continuent de fleurir de par le monde.

C'est que la raison de ce succès ne doit

pas être cherchée dans les travaux des sciences de l'éducation ou de la psychologie cognitive, mais plus simplement dans les évolutions du marché du travail et les attentes que les employeurs formulent à l'adresse des systèmes d'enseignement.

Flexibilité et polarisation

La crise mondiale du capitalisme se traduit par une grande instabilité éco-



nomique et une quête obsessionnelle d'innovation. Il est impossible de prédire quels seront les secteurs ou les produits les plus «porteurs» d'ici quelques années; impossible aussi de savoir à quoi ressembleront les rapports techniques de production dans dix ans. Par conséquent il est vain de prétendre anticiper les connaissances dont les travailleurs devront être dotés demain. Sur cette instabilité de l'environnement économique et technologique vient en outre se greffer une redéfinition de l'organisation du travail : celle-ci ne consiste plus à découper la production en opérations partielles et répétitives confiées, chacune, à un travailleur. Désormais chaque travailleur doit accomplir des tâches variées et donc maîtriser des compétences extrêmement diverses. La seule chose que l'on puisse dire du travailleur futur, c'est qu'il devra être à la fois adaptable et polyvalent. En un mot : flexible.

La deuxième grande évolution du marché du travail concerne les niveaux de formation et de qualification. Le vocable «économie de la connaissance» pourrait faire imaginer une élévation généralisée des

niveaux d'instruction requis par le marché du travail. Mais cette vue est absolument trompeuse. En réalité, la plupart des études indiquent plutôt une «polarisation» du marché du travail.

Selon les projections de l'agence européenne CEDEFOP, on observe certes une croissance des emplois à haut niveau de connaissance, comme les managers et les professionnels hautement qualifiés. Mais parallèlement, le nombre de postes dans les «elementary occupations» continue aussi d'augmenter : dans les 25 pays de l'UE, il est passé de 8,6% en 1996 à 10,9% en 2006 et on prévoit 11,8% en 2015. L'idée que le monde du travail tend à se polariser entre Mac-Jobs (par référence à l'ordinateur d'Apple) et Mc-Jobs (par référence à la chaîne de fast food) fait son chemin et dicte désormais les orientations des politiques de formation.

Ainsi l'OCDE estime que «tous n'embrancheront pas une carrière dans le dynamique secteur de la "nouvelle économie" – en fait, la plupart ne le feront pas – de sorte que les programmes scolaires ne peuvent être conçus comme si tous devaient aller loin».

Adapter l'enseignement

La question fondamentale qui se pose aux décideurs de l'enseignement dans les pays capitalistes avancés est donc la suivante : à quoi doivent ressembler les contenus et les pratiques d'éducation, en particulier pour les années d'école qui sont communes pour tous, si l'on veut que celles-ci répondent aux tendances lourdes des marchés du travail ? L'approche par compétences intervient comme un élément importante de réponse à cette question.

Premièrement, elle permet de rapprocher le monde de l'enseignement du monde de l'entreprise. Les élèves rencontreront rapidement les procédures de formation et d'évaluation, les exigences et les at-

tentes qu'ils rencontreront dans le monde professionnel.

Deuxièmement, l'approche par compétences permet, de la maternelle à l'université, de recentrer la formation sur les exigences premières du marché du travail : l'adaptabilité et la mobilité des travailleurs. Grâce à elle, estime Perrenoud, l'élève sera « capable de mobiliser ses acquis scolaires en dehors de l'école, dans des situations diverses, complexes, imprévisibles ».

Enfin, l'approche par compétences résout la contradiction entre un enseignement largement commun (de l'école maternelle jusqu'à 12, 14 ou 16 ans, selon les pays) et un marché du travail de plus en plus polarisé. Il est désormais superflu et économiquement inadmissible de d'envisager l'instruction de tous les élèves dans le latin, le calcul différentiel, l'histoire de la littérature, tous ces savoirs « gratuits » qui ne sont d'aucune utilité sur le marché du travail. Quant aux savoirs techniques, aux qualifications professionnelles, ils sont trop éphémères, trop vite obsolètes, pour que cela vaille la peine d'encore les enseigner au niveau d'une formation de base. C'est pourquoi, « l'approche par compétences vise à l'intégration de vastes connaissances professionnelles, de coopérations socio-communicatives, d'une pensée orientée vers la résolution de problèmes et de capacités autorégulatrices. Nous nous dirigeons vers des formations de base plus polyvalentes (...) Etre capable d'agir efficacement dans des contextes changeants exige que les processus d'apprentissages partent de situations réelles, de projets concrets ».

Les compétences-clé

Par le fait même que leur formulation est extrêmement vague, les compétences permettent de ramener les objectifs de l'enseignement obligatoire à ce qui doit constituer le bagage commun de personnes aux destins professionnels aussi différents qu'un ingénieur et un vendeur de hamburgers. La forme ultime de ce « plus petit commun dénominateur », ce sont les compétences de base que s'attache



« Illusion? » de Frederic Back

à promouvoir l'Union européenne : communication dans la langue maternelle, communication dans une ou plusieurs langues étrangères, culture scientifique, technologique et mathématique, alphabétisation numérique (utilisation d'un ordinateur), flexibilité et adaptabilité, esprit d'entreprise...

Telles sont en effet les compétences requises pour tous les emplois, y-compris ceux occupés par des travailleurs réputés sans qualification. Ces derniers doivent pouvoir lire et écrire, effectuer une multiplication et une addition, baragouiner quelques mots d'anglais et de néerlandais, utiliser un traitement de texte, effectuer une recherche sur Google, transférer un fichier sur une clé USB, s'exprimer poliment, faire la conversation aux clients, posséder un permis de conduire et trouver leur route au moyen d'un GPS. On attend aussi d'eux qu'il aient le sens du travail d'équipe, qu'ils soient disponibles le week-end et en soirée, qu'ils sachent se sacrifier à leur entreprise, qu'ils puissent prendre des initiatives quand c'est nécessaire, qu'ils n'en prennent surtout pas quand il ne faut pas, qu'ils soient disciplinés au travail, qu'ils fassent copain-copain avec leur supérieur lors du barbecue de fin d'année et qu'ils y apprennent avec le sourire qu'ils seront virés à la rentrée.

L'approche par compétences, le travail sur des projets de mini-entreprises scolaires et le recentrage sur les compétences de base énumérées ci-dessus doivent transformer les travailleurs « non qualifiés » en ces espèces de « bonnes à tout faire » du marché du travail. Leurs compétences de base éparses, partagées par tous, ne devront pas être reconnues comme telles sur le marché du travail, ni donc valorisées. Actuellement, selon la Commission européenne, 75 millions de travailleurs européens (soit 32%) ne possèdent pas ces compétences de base. Dès lors, ils restent en marge du marché du travail et ne participent pas à la rotation rapide de la main d'œuvre. Si demain le réservoir dans lequel on peut puiser les « travailleurs non qualifiés mais compétents » augmentait de 75 millions d'unités, imaginez les pressions que les employeurs pourraient exercer sur les salaires et les conditions de travail...

Remarquons encore que la formulation des compétences de base ne signifie évidemment pas que personne ne devrait aller au-delà. Une partie importante des futurs travailleurs devra poursuivre des études en vue de l'acquisition de qualifications de haut niveau. Et les élites sociales continueront aussi de s'assurer que leurs

propres enfants aient accès à la formation humaniste qui leur offrira la capacité de diriger le monde. Mais cela se fera en partie en dehors de l'école et en partie dans les écoles qui sont, aujourd'hui déjà, réservées aux élites. Là encore, l'approche par compétences prend toute son importance puisque son caractère flou, imprécis, permet justement d'interpréter les mêmes programmes de façon extrêmement variable.

Quelle école voulons nous ?

Au fond, que nous demande-t-on ? D'appauvrir l'enseignement, d'en réduire les objectifs à une demi-douzaine de «compétences de base». Et au nom de quoi

? Des besoins d'un système économique dont la faillite est patente et la fin irrémédiable, quoique imprévisible. La question qui se pose aujourd'hui à l'humanité n'est plus : «l'économie capitaliste a-t-elle un avenir ?». Mais seulement : «par quelles violences, quelles souffrances nous faudra-t-il encore passer pour mettre fin à ce système ?» Et pour l'école, la question pertinente n'est donc pas «de quels savoirs armer les jeunes pour être compétitifs dans cette économie, pour être les plus forts, pour écraser les autres», mais bien : «quels savoirs et quelles valeurs leur seront nécessaires afin de sortir le monde des crises économiques, climatiques, écologiques, énergétiques, alimentaires, sociales, culturelles... qui s'enchaî-

nent avec une force toujours redoublée ? Quels savoirs et quelles valeurs l'éducation doit-elle transmettre — et à qui les transmettre ? — pour accélérer la fin d'un ordre économique et social anarchique et inique, qui conduit l'humanité à la ruine ?». La réponse à cette question-là réside beaucoup moins dans la quête de compétence que dans la fusion d'une solide formation générale et polytechnique et d'une éducation aux valeurs d'ouverture, de solidarité et de réflexion critique.

Nico Hirtt

Appel pour une école démocratique
(Membre fondateur de l'Appel pour une école démocratique (Aped)
www.skolo.org

Un combat de ringards ?

Il est une catégorie d'enseignants et d'observateurs de l'éducation pour qui toute réforme est suspecte. Ils combattent l'approche par compétence comme ils combattent la pédagogie Freinet. Ils ont refusé le Collège unique en France, la Comprehensive School en Angleterre, la Gesamtschule en Allemagne, l'Enseignement Rénové en Belgique... Tout ce qui se présente comme une démocratisation ne peut être à leurs yeux qu'un nivellement par le bas. Chez les plus vieux d'entre eux, chaque discours sur l'école commence par «De mon temps...». Les autres, dans le doute, préfèrent remonter à Jules Ferry.

Régulièrement, on me demande donc : comment pouvez-vous vous retrouver en allié objectif de ces nostalgiques de l'école inégalitaire et ségrégative d'hier ?

Mais qu'y puis-je, moi, si ceux-là se trompent de combat ?

La confusion vient de ce que l'approche par les compétences aime à se présenter comme héritière des pédagogies socio-constructivistes, celles justement qu'abhorrent tous les nostalgiques de l'école

de papa. En effet, l'APC partage un vocabulaire commun avec le constructivisme pédagogique : l'attention portée à l'activité de l'élève sur des «chantiers de problèmes», la «mobilisation des savoirs»... Mais la ressemblance s'arrête là, sur ces points superficiels. Quant au fond, les deux doctrines relèvent de conceptions diamétralement opposées. Pour l'APC, le savoir n'est qu'un outil, un accessoire, dont on peut occasionnellement avoir l'usage dans la réalisation d'une tâche. Au contraire, dans une démarche constructiviste bien pensée, le savoir constitue le but même de l'apprentissage.

En pédagogie constructiviste, on met l'élève au travail sur une tâche, seul, en groupe ou en interaction avec le professeur, afin de lui faire découvrir, à travers le problème à résoudre, la nécessité de concepts nouveaux, afin de l'amener à formuler des définitions ou des propriétés, afin de le conduire à découvrir ou à entreprendre une loi, afin de l'amener aussi à déconstruire ses idées préconçues, ses a priori... La résolution d'une tâche, d'une «situation-problème», est ici un moyen, un cadre dans lequel vont se construire des savoirs.

Dans l'approche par compétences, on fait exactement le contraire : la résolution de la tâche est l'objectif final et le critère de réussite. Le savoir, lui, n'intervient que comme un accessoire. Peu importe qu'on le possède ou qu'on le trouve dans un livre ou sur Internet, peu importe qu'on le comprenne ou qu'on sache juste l'utiliser, peu importe qu'on le maîtrise entièrement ou qu'on n'en maîtrise que les aspects utiles dans le contexte de la tâche prescrite. Du moment que la tâche soit menée à bien.

Entre les deux approches, le rapport à l'erreur se trouve entièrement renversé. Dans la pédagogie constructiviste, le plus important n'est pas que l'élève parvienne au bout de la tâche, mais qu'il ait mis à profit son travail (et ses erreurs éventuelles) pour progresser dans la découverte et la maîtrise des connaissances. Dans l'approche par compétences, le progrès dans la maîtrise des savoirs n'est pas un objectif en soi. Seul compte le résultat final. Adieu le droit à l'erreur et, surtout, adieu à l'utilisation de l'erreur comme levier pédagogique.

De crise en crise

Devenus rares, les rescapés du marxisme-léninisme de papa se souviendront certainement d'un des thèmes majeurs de leur belle époque : «la crise générale du capitalisme». Ils se souviendront par la même occasion de la cruelle déception qu'ils ressentirent lorsque, contre toute attente, la crise générale du... «socialisme réalisé» alla de pair avec le triomphe de l'ultralibéralisme à l'échelle planétaire. D'aucuns estimèrent dès lors que la crise générale du capitalisme devait, avec d'autres mythes mités, être abandonnée aux débarras de l'Histoire.

Eh bien non ! S'il existe effectivement pas mal de mythes mités, la crise générale du capitalisme n'est ni mythique ni mitée ! Elle est même (re)devenue une évidence non seulement pour la gauche marxiste, mais aussi pour bon nombre d'observateurs

de tendances diverses qui ne dissimulent pas leur inquiétude quant à l'avenir. Il n'y a pas que la crise financière. S'il n'a pas enrayé totalement ce qu'il est convenu d'appeler la croissance, l'ultralibéralisme l'a rendue de plus en plus chaotique. Et surtout, il a modifié négativement ses effets en aggravant partout les inégalités, en particulier dans le domaine social, ainsi que l'impact du productivisme sur l'environnement (j'y reviendrai). Il en résulte des situations de crise multiformes qui ébranlent aussi les Etats, ces Etats dont Ronald Reagan disait, en 1981, qu'ils étaient «le problème» et «pas la solution» et à propos desquels un économiste libéral osait affirmer, dans un récent débat télévisé : «Il n'y a pas de crise du capitalisme, ce sont les Etats qui sont en crise»¹. Venant après l'affaire des subprimes et ses prolongements mondiaux qui ont montré à quel point les Etats n'avaient rien à refuser à la haute finance, une telle affirmation aurait de quoi surprendre si l'on n'avait maintenant l'habitude de ce genre d'argument biaisé.

Une nouvelle preuve de la subordination des Etats au capitalisme financier nous a encore été donnée, le 8 et 9 avril derniers, par la réunion des ministres des Finances de l'Union européenne, tenue en Hongrie. Réunion à l'issue de laquelle le commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehm, a déclaré, conformément aux vues de Mme Angela Merkel, qu'il fallait garantir par une politique d'austérité «la consolidation budgétaire parce que le fardeau de la dette dévore les ressources de la future croissance économique». Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne, a abondé dans le même sens, lui qui, au lendemain de l'affaire des subprimes, affirmait que la voie de la croissance serait rouverte dès la fin de 2008². Or, peut-on ignorer aujourd'hui que s'il y a un «fardeau de la dette», c'est parce que les Etats ont mis gracieusement leurs ressources, en l'occurrence celles des peuples, à la disposition des banquiers ? Peut-on ignorer aujourd'hui que les mêmes banquiers n'en ont pas moins relancé, dès qu'ils

(suite de la page 9)

Les facteurs roulent-ils sur l'or ?

"Le facteur, au contraire de l'agent auxiliaire, distribue le courrier tout en assumant des "opérations financières spéciales". Il s'agit notamment de paiement de pension à la clientèle.

Un facteur sera donc payé 1670€ mensuels brut, soit un tarif horaire de 10,19€. Après 35 années de service, il pourra compter sur 2011€ mensuels brut." "L'agent auxiliaire touchera quelques 1594€ mensuels brut (9,68€/heure) en début de carrière. Ce dernier profitera d'une indexation simple de son salaire jusqu'au bout de sa carrière.

Le facteur bénéficie heureusement d'autres avantages.

Il reçoit des chèques-repas, un pécule

de vacances, une prime de fin d'année. Ses frais de déplacement sont aussi remboursés. Et il peut être récompensé d'une autre prime s'il n'a aucun accident avec un véhicule officiel de La Poste, prime qui pourrait atteindre la somme d'environ 150€.

Accord pour améliorer la rémunération des agents auxiliaires à bpost

Une "grande majorité" des syndicats de Post, réunis en commission paritaire, ont approuvé les propositions de la direction destinées à améliorer la réglementation en vigueur pour les agents auxiliaires, a annoncé l'administrateur délégué de l'entreprise, Johnny Thijs, dans une communication interne. Seule la CSC s'y est opposée.

Concrètement, ces améliorations -

qui seront effectives dès le 1er avril - prévoient le remboursement des frais professionnels dès le premier jour; une allocation de formation de 150 euros; des chèques-repas d'une valeur de 4,5 euros après 3 mois d'ancienneté (et de 7 euros pour les agents auxiliaires qui avaient auparavant un contrat à durée déterminée chez Bpost); un chèque cadeau de 35 euros; des congés de circonstance ou encore des congés sans solde.

Dès lors, la CSC exige que ces nouveaux postiers perçoivent les mêmes salaires et avantages que les autres membres du personnel assurant les mêmes fonctions", a expliqué le représentant du syndicat chrétien, André Blaise.

Ernest Camille

l'ont pu, c'est-à-dire très vite, la machine infernale de l'économie-casino, alors que de nombreux commentateurs pensaient, non sans naïveté, que le rôle joué par les Etats dans le sauvetage des banques allait enfin remettre à l'honneur les bonnes vieilles pratiques keynesiennes ?

S'il y a effectivement crise des Etats, c'est pour ce motif. Au cas où quelqu'un en douterait encore, on le renverra à l'auto-critique de Gordon Brown, ex-ministre des Finances britannique, qui vient de reconnaître (et de regretter) publiquement que ce fut « sous la pression constance de la City » que le gouvernement de Tony Blair renonça à imposer aux banques des règles suffisamment sévères pour endiguer la crise financière. C'est ce qui tend à se produire partout. Car ce n'est pas fini ! S'il y a effectivement crise des Etats, c'est aussi, dans une large mesure, parce que les pouvoirs dont ils disposaient en matière économique et financière ont glissé, avec la mondialisation / globalisation, entre les mains d'organismes supranationaux échappant à tout contrôle démocratique, tel le Fonds monétaire international (F.M.I.). Comme par hasard, c'est d'ailleurs ce même F.M.I. qui, dans un récent « Rapport sur la stabilité monétaire du monde », recommande une nouvelle intervention des « sources publiques » pour recapitaliser les banques « dans certains pays vulnérables de la zone euro ».

Le capitalisme financier n'est donc pas près de renoncer à des comportements que des observateurs pourtant éloignés de la gauche jugent, eux aussi, scandaleux. Mais ce qui est surtout scandaleux, c'est que les pressions évoquées par Gordon Brown puissent s'exercer avec succès dans un monde où, comme l'admettait, en septembre 2010, un rapport de l'O.N.U., la spéculation est une des causes principales des perturbations régissant sur des marchés aussi vitaux que les marchés agricoles. Car il n'y a pas que la spéculation sur les produits pétroliers (on envisage maintenant que le litre de super pourrait passer à deux euros). Selon ce rapport, la spéculation est une des causes principale des perturbations

qui ont été jusqu'à entraîner des émeutes de la faim en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Et tandis que de tels drames se produisent dans certaines parties de notre « village planétaire », chez nous, ce sont les mêmes règles de compétitivité ultralibérales qui génèrent un mode de production agricole ayant notamment pour conséquence l'envoi à la poubelle



de 30% de ce qu'on produit. Et ce n'est pas tout : selon un autre rapport, européen cette fois, les excès d'azote dans l'agriculture, qui découlent des exigences de la sacro-sainte compétitivité, coûtent en matière de santé publique et de dégâts environnementaux plus du double des bénéfices que les agriculteurs en retirent³. Ajoutons à cela les hausses de prix qui affectent le secteur agroalimentaire et dont, paraît-il, on ne voit pas la fin.

Ces aberrations devenant de plus en plus visibles et choquantes, on ne s'étonnera pas que certains observateurs mondialement connus, comme Immanuel Wallerstein, les tiennent pour inhérentes à la nature même d'un capitalisme financiarisé à l'extrême, ce qui est tout à fait exact, et en concluent que le système a atteint sa

« phase terminale »⁴. On pourrait en effet le croire si les oppositions à ce système se montraient capables d'organiser rapidement, sur les différents terrains de lutte, des actions politiques à la fois cohérentes et convergentes, tant au niveau des Etats qu'au niveau international. Or, force est de constater que nous en sommes encore loin, du moins pour l'heure. Reste que de

telles analyses ont toute leur utilité dans la mesure où elles encouragent certaines avancées en ce sens et la recherche de solutions de rechange crédibles. L'Histoire nous montre d'ailleurs, par de nombreux exemples, que des décalages de ce type – entre nécessités et possibilités – peuvent être comblés et qu'ils le sont parfois de façon inattendue. Pour autant qu'on s'y prépare activement.

Claude Renard

1. France 3. 10.04.2011

2. Cité par Ignacio Ramonet dans « Le krach parfait », Ed.Gaillée, 2009.

3. Voir à ce sujet Isabelle Saporta, « Le livre noir de l'agriculture », Fayard 2011, ainsi que l'interview de l'auteure par « Le Soir » du 12.04.2011 ; voir aussi « Démocratie », bimensuel du MOC-CEP, n°7, avril 2011.

4. « Le Monde », 02.10.2008.

L'assassinat de Julien Lahaut : une vérité toujours escamotée

Il faut lire **L'assassinat de Julien Lahaut** de Rudi Van Doorslaer & Etienne Verhoeyen, La renaissance du livre, Bruxelles, octobre 2010. C'est une édition augmentée de l'ouvrage paru sous un titre semblable aux éditions EPO en 1987 **L'assassinat de Julien Lahaut: une histoire de l'anticommunisme en Belgique**.

L'allusion à l'anticommunisme que contenait le titre de 1987 est la thèse la plus importante de l'ouvrage que l'on découvrira avec le même plaisir que la lecture d'une énigme policière tant les auteurs ont enquêté avec passion. Ainsi, il est acquis qu'avant même que n'éclate l'affaire royale et que ne soit lancé le fameux cri qu'on a attribué à Lahaut lors de la prestation de serment de Baudouin I comme Prince Royal le 11

août 1950, il existait un plan concocté par des militaires d'extrême droite. Il consistait à provoquer les communistes en assassinant l'un des leurs. Cette extrême droite en escomptait une réaction violente des communistes qui aurait, à son tour, provoqué l'intervention de la gendarmerie et de l'armée, intervention dont l'extrême droite espérait tirer parti en vue d'un pouvoir autoritaire. Lahaut, en raison de son importance et parce que le cri de VIVE LA REPUBLIQUE! du 11 août 1950 lui était attribué, devint le "candidat" idéal à assassiner dans ce plan. Et, de fait, il le fut le 18 août suivant à Seraing à son domicile.

Les auteurs ont ajouté à leur ouvrage de 1987, tout ce qui a été dévoilé sur cette affaire depuis, dont l'identité exacte du tueur qui mena d'autres assassins jusqu'à Seraing: François Goossens, un ancien de la résistance, violemment



anticommuniste. Goossens, selon l'émission Keerpunt du 17 décembre 2007[1], était lié au bras droit du Cardinal Van Roey, le Chanoine Leclef, avec lequel il eut de longues conversations. Des pistes, parfois troublantes, donc à continuer à explorer d'urgence.

José Fontaine

Obama et le monde deux ans après

Cela fait un bon moment que Guy Spitaels, éloigné définitivement de la vie politique belge, promène son regard sur le monde et ses bouleversements. Après «L'improbable équilibre» écrit dans le contexte du 'post-soviétisme', il nous propose avec «L'hégémonie contrariée» une esquisse du 'post-américanisme' qui s'annonce.

Particulièrement documenté, l'ouvrage parcourt la planète entière analysant en détails (sauf, hélas, pour l'Amérique latine où le traitement est moins rigoureux) l'activisme géopolitique du Président Obama et ses maigres résultats. Voilà donc un portrait de l'exercice du Président Obama, deux ans après son accession au pouvoir. Il confirme les réserves que l'auteur exprimait déjà à son propos (« Obama, la méprise») alors que le nouvel élu suscitait, trop vite, tant



d'espoirs chez tant de "progressistes".

Photographie d'un monde dont l'axe du pouvoir bascule inexorablement vers

l'orient asiatique et de l'hégémonie, sans empire, d'une puissance américaine étrangement asymétrique. Scénario inédit en effet où la, encore, première puissance économique mondiale, étale en même temps une impressionnante surpuissance militaire et de notoires signes d'impuissance sur le plan de la diplomatie et de la géopolitique. Enlisements à répétition en Irak, Afghanistan, Libye, Palestine, des anciens fidèles (Brésil, Turquie, Israël..), chaque fois moins soumis, une Russie sortie de la parenthèse du suivisme eltsinien et un rouleau compresseur chinois qui avance sans hâte mais sans pause. Lecture donc incontournable pour ceux qui veulent comprendre le rôle de Washington dans le monde d'aujourd'hui et celui qui se prépare.

Guy SPITAEELS

«L'hégémonie contrariée», Editions Luc Pire, Bruxelles 2011

Celui qui ignore l'histoire est condamné à la revivre

Images militantes

En ce début d'année 2011, sont sortis une série de bons films qui tournent tous autour du thème de la mémoire, que des événements passés soient vécus par d'autres (*Santiago 73, post mortem*), oubliés (*Made in Dagenham*), falsifiés (*Clockwork Orange*) voire simplement évoqués sans les comprendre réellement (*Tambien la Lluvia*).

Santiago 73, post mortem

Santiago du Chili, septembre 73, c'est l'attentat du général Pinochet raconté du point de vue d'un personnage gris, symboliquement employé à la morgue où il transcrit à longueur de journée des procès-verbaux d'autopsie. Personnifié par un acteur long et maigre, filmé dans des images sans couleur, ce personnage falot est obsédé par son désir d'échapper à la solitude. La strip-teaseuse du cabaret d'en face semble lui accorder ses faveurs. En réalité, elle tente de trouver un abri pour son amant régulier recherché par la police. Ce monsieur tout-le-monde passe, indifférent à tout autre que lui-même, à travers les événements sans les comprendre. Sa passivité rend encore plus saisissant le spectacle de cet hôpital où on cesse brusquement de discuter santé publique et où apparaissent d'étranges médecins dont la blouse blanche cache mal l'uniforme militaire, triant les blessés à faire disparaître discrètement. Il lui reviendra de rédiger devant un parterre d'officiers, avec la même indifférence, le rapport d'autopsie entérinant la thèse officielle de « suicide » de Salvador Allende. Le réalisateur Pablo Llorrain est né en 1976, trois ans après des événements qu'il donne l'impression d'avoir vus. En fait, ce film n'est pas un récit sur un événement, mais plutôt la description d'un regard, celui de cette majorité silencieuse qui a permis le crime.

Made in Dagenham

Ou quand une grève fait de l'ombre à une autre. En juin 1968, alors que le quartier latin faisait la une de tous les journaux du monde, la grève des ouvrières couturières

bloquait l'usine Ford de Dagenham pendant de trois semaines. A l'époque, Ford Dagenham, où on était sur le point de lancer l'Escort, était l'équivalent d'Opel Anvers. Les heures supplémentaires se multiplient Le stress devient étouffant. La grève est décidée à l'unanimité. En bloquant la garniture des sièges, les 183 travailleuses-femmes arrêtent la chaîne de production des 55.000 travailleurs-hommes. Passé le premier effet de surprise, c'est à la fois le mouvement syndical et le patronat qui assistent à un événement extérieur à leurs stratégies respectives. Ce n'est d'ailleurs pas la déléguée syndicale officielle qui mène le mouvement, mais une ouvrière de base. La grève dure trois semaines. Le parlement anglais finira par voter en 1970 l'Equal Pay Act : (à travail égal, salaire égal, quel que soit le sexe des travailleurs). Ce fut réalisé intégralement en 1984. Voilà un film qui réussit à rester souriant de bout en bout sans nous cacher que le combat fut difficile, avec ses inévitables implications familiales. Il nous montre surtout la solidarité entre femmes qui découvrent, au-delà de leur image maternelle et charmante, qu'elles peuvent aussi faire bouger la société. Et quand on pense que cette grève oubliée par la mémoire collective anglaise a abouti...

Orange mécanique (Clockwork Orange)

L'Israélien Eyal Sivan nous parle de cette terre habitée, cultivée et aimée des Palestiniens, puis confisquée par les nouveaux occupants. Il en montre les images dans la publicité, les films officiels, remis dans leur contexte politique par les multiples témoins d'époque. Ce va-et-vient entre les images et les témoignages fait toute la richesse du film. Au départ, tous les anciens en témoignent : les rapports étaient excellents entre juifs et arabes. Les colons juifs ne possédaient que 8 % des terres. Les paysans palestiniens leur transmettaient leur savoir-faire sur la culture des oranges sans deviner que les élèves allaient mettre la main sur toutes les cultures. En 1948, Jaffa est détruite par près de 4.000 bombes. Sur les 85.000 Palestiniens qui y vivaient, il

n'en restera plus que 3.000. Le nouveau pouvoir chasse les Palestiniens, confisque leurs cultures. L'orange de Jaffa devient l'image-symbole, le panneau publicitaire de la reconquête par Israël d'une terre arabe désertique et abandonnée : une oasis où les orangers reflorissent dans une atmosphère de Club Med. Mais le réalisateur voulait montrer que l'image porte des idéologies et des choses cachées : « Quand j'entends le mot « mémoire », je me demande « Mais qu'est-ce qui a été oublié ? »(1).

Même la pluie (Tambien la Lluvia)

A Cochabamba (Bolivie), une équipe de tournage entreprend de d'évoquer dans un film le premier contact des « conquistadores » avec les populations indiennes, un projet conçu comme une dénonciation des cruautés de la colonisation. Mais, dès le début, tout commence à grincer. Pour économiser les finances de la production, les figurants indiens sont payés trois ronds de carotte. De plus, au moment où débute le tournage, un bras de fer commence entre la communauté indienne et une multinationale qui a signé avec le gouvernement bolivien un contrat de privatisation de la distribution de l'eau. Ce que les indiens utilisaient librement va désormais leur être facturé. Les figurants indiens engagés pour dénoncer l'injustice coloniale sont agressés par sa forme contemporaine. Faisant le lien entre les deux actions, le principal figurant indien se révèle comme leader des la contestation. Voilà pour les ingrédients du film écrit par Paul Laverty, scénariste régulier de Ken Loach, dont le film est vivant et enthousiasmant. On marche sans remords au spectacle de personnages qui ont une vraie épaisseur humaine. Le film a été tourné à l'endroit même de cette « guerre de l'eau » sous le règne du prédécesseur du Président indien Morales. Encore un indice que les temps changent.

Robert WAELES

(1) Entretien d'Eyal Sivan avec S. Grofils, La Libre Belgique, 30/03/11.

1er mai

A l'occasion du 1er Mai, la fédération de Liège du PC organise, en association avec le Parti du Travail de Belgique, une manifestation unitaire anticapitaliste à 11 :00 H à la Place Saint Paul. Elle sera suivie d'une marche unitaire. Interviendront comme orateurs, sous la présidence de Pierre Neira du PC, Raoul Hedebow porte-parole du PTB, Dennis Hanay membre du secrétariat du PC et Marc Goblet président de la FGTB Liège-Huy-Waremme. Sont également prévus des stands culturels de 'La Braise', de 'Espace Marx' et du 'Comité surveillance Otan'

A son tour, la fédération boraine du Parti Communiste, en association avec le Cercle d'Education et de Cultures Ouvrières (C.E.C.O.) organise une réunion

publique le 1er Mai dans les locaux de la Maison Ouvrière, 272, rue Jules Destrée à 7390 Quaregnon. Sont prévus comme orateurs : Fabian Dortu, membre du PC, qui parlera de « La Monnaie, un outil social au service des citoyens » et, Pierre Eyben, porte-parole des questions nationales du PC Wallonie-Bruxelles sur le « Point de vue du Parti Communiste sur l'actualité politique ». Un barbecue et un après-midi dansant sont également prévus.

La Régionale de Bruxelles du Parti communiste et le collectif du Drapeau Rouge auront un stand à la traditionnelle fête du 1er Mai organisée par la FGTB à la Place Rouppe à 1000 Bruxelles et assisteront à la traditionnelle manifestation anti-capitaliste organisé par des organisations militantes de la gauche radicale et de l'immigration (RDV Place Van Mennen à 11 :00)

Aux abonnés et lecteurs du Drapeau Rouge :

Chers amis,
Vous avez remarqué un silence, assez prolongé, dans la parution de notre journal. Veuillez accepter toutes nos excuses. Ce silence a eu des causes diverses dont la difficulté d'assurer une publication régulière avec des moyens aussi limités que sont les nôtres. Mais le DR vivra parce qu'il a un message à faire passer et parce qu'il y a des gens, comme vous, qui le soutiennent. Bien fraternellement, Le collectif du DR

Sommaire

L'invité du DR

P. Demotte
pp. 2 à 4

Guerres

Le « come-back » des néo-cons.
Vladimir Caller, p 5

Luttes

Révoltes ouvrières de 1886
Robert Tangre, p 8

Ecologie

Accaparements de terres I/4
pp 11 à 12

Enseignement

Ecole: les compétences de base
Nico Hirt, pp 13 à 15

Cinéma

Images militantes
Robert Waeles, p 19

S'abonner et diffuser le 'Drapeau Rouge' !

Dans le monde où la politique impériale et militariste des EE UU semble inaltérable sous la présidence Obama, où le grand patronat en alliance étroite avec l'Union européenne continue avec sa politique de démantèlement des acquis sociaux, l'existence d'une presse militante est vitale pour la diffusion de nos idées. C'est alors le bon moment de vous abonner, de vous ré-abonner ou encore d'abonner des amis au DR. Pour ce faire, vous avez le choix :

**De prendre un abonnement ordinaire (15 € pour 11 numéros),
de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €).**

D'offrir un abonnement à un ami

Dans les 2 premiers cas, mettez votre adresse dans la partie « communication » du bulletin de virement ; dans le troisième cas indiquez, toujours en « communication », le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de votre offre. Vous pouvez également nous commander (par mail ou par téléphone) un nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !

Numéro de compte: 310-1877676-36 «Les Amis du DR» 4, rue Rouppe, 1000 Bruxelles

Rendez-vous sur le site
www.particomuniste.be

Où trouver le DR ?

Arlon: Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Gand:** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière:** Librairie Le Soir - Press Shop, 22 rue Albert I, 7100 La Louvière. **Liège:** Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons:** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur:** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai:** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre:** Librairie Collette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

Bruxelles: Kiosque ULB, 22 av. Paul Héger, 1000 Bruxelles • **Press Shop Place de Brouckère**, 1000 Bruxelles • **Tropismes**, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • **Librairie Rouppe**, 31 place Rouppe, 1000 Bruxelles • **Filigrane**, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • **Librairie Candide**, place Brugmann, 1050 Ixelles • **Librairie Aden**, 44 rue Bréart, 1060 Saint Gilles • **Librairie de Rome**, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint Gilles • **Librairie Joao Afonso**, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint Gilles.

Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable: Claude Coussement

Adresse: 4, rue Rouppe
1000 Bruxelles

Tél.: 0495 939175
02 537 66 81

Adresse électronique: dr@belgi.net

Abonnement 11 numéros: 15 €
- à l'étranger: 23 €

Abonnement de soutien: 25 et 50 €
Chômeurs, étudiants: 8 €

Banque ING: 310-1877676-36

ATTENTION! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !

